



Ministre de l'écologie: une fonction de frustrations

Source: Mediapart 01 SEPTEMBRE 2018 | [ELLEN SALVI](#)



La démission de Nicolas Hulot n'a pas seulement provoqué une crise politique majeure pour Emmanuel Macron, elle a aussi levé le voile sur une fonction inconciliable avec les politiques de croissance industrielle et de libéralisation économique, comme en témoignent ceux qui l'ont occupée auparavant. Quel que soit le profil du remplaçant, « *c'est tout le système qu'il faut repenser* », estiment plusieurs d'entre eux.

Le constat est amer. Et il a forcément résonné d'un ton particulier à l'oreille de ceux qui ont occupé un temps le poste de ministre de l'écologie, fonction dont l'intitulé a varié au fil des années, des remaniements et des alternances. En annonçant sa démission, lundi 28 août, [en direct sur France Inter](#), Nicolas Hulot n'a pas seulement provoqué [une crise politique majeure](#) pour Emmanuel Macron, il a aussi levé le voile sur un portefeuille ministériel qui suscite autant de passions que de frustrations. Quinze mois après avoir enfin accepté de se prêter à l'exercice – il avait auparavant décliné les propositions de Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande –, l'ancien animateur d'« Ushuaïa » est parti sur une formule sans appel : « *Je ne veux plus mentir.* »

En insistant sur l'« *immense amitié* » qui le lie au gouvernement et sur la « *loyauté* » dont ont fait preuve à ses yeux et à son égard Emmanuel Macron et Édouard Philippe, le ministre de la transition écologique et solidaire a tout de même fait part de son isolement personnel en des termes très clairs. « *J'espérais qu'à la rentrée, fort des longues discussions que j'ai eues avec le premier ministre et avec le président, il y aurait un affichage clair sur le fait que c'est l'ensemble du gouvernement, l'industrie, l'économie, le budget, le transport, l'agriculture et bien d'autres qui allaient être avec moi à mes côtés pour porter, proposer, incarner, inventer cette société économique. Je sais que, seul, je n'y arriverai pas, j'ai un peu d'influence, je n'ai pas de pouvoir, je n'ai pas les moyens* », a-t-il regretté.



Ségolène Royal et Nicolas Hulot, en décembre 2015. © Reuters

Cette impression de prêcher dans le désert, de lutter contre des moulins à vent, ou tout simplement de porter des mesures inconciliables avec les politiques de croissance industrielle et de libéralisation économique mises en œuvre dans le même temps, beaucoup des prédécesseurs de Nicolas Hulot l'ont ressentie. Elle dépasse les clivages politiques et a déjà créé de vives tensions au sein des gouvernements antérieurs, lesquelles se sont souvent conclues par un « merci, au revoir ». Car passé les belles déclarations de campagne, l'enthousiasme des premiers pas au ministère et les grandes communications, reste un sentiment vieux de 30 ans, mélange d'insatisfaction et de colère face au manque de prise de conscience collective.

Les plus politiques des anciens ministres de l'écologie tiennent un discours sensiblement différent. Hormis quelques dossiers qu'ils concèdent « *tendus* » – comme la surpêche –, certains estiment que le problème est avant tout d'ordre méthodologie. À les entendre, tous les sujets feraient plus ou moins consensus une fois franchie la barrière des postures. Serge Lepeltier, qui a occupé la fonction de mars 2004 à juin 2005, n'est pas le moins politique d'entre tous. Et pourtant, il ne partage pas tout à fait cet avis. Bien qu'ayant « *le sentiment d'avoir fait avancer des choses* », notamment en matière de changement climatique et de biodiversité, l'ancien maire UMP puis UDI de Bourges (Cher) se souvient surtout d'avoir passé 14 mois à batailler, en particulier avec le milieu agricole.

Tous le précisent, Nicolas Hulot le premier : il ne s'agit pas de remettre en question la bonne entente entre les uns et les autres. *« Je travaillais bien avec le ministre de l'agriculture de l'époque, Hervé Gaymard, indique d'ailleurs Serge Lepeltier. Mais derrière, il y avait les intérêts des sociétés de coopératives agricoles et ça, c'est autre chose... »* Dans une période de restriction budgétaire, l'ancien ministre assure d'avoir *« jamais eu de difficultés sur ce plan »*. En revanche, poursuit-il, *« la FNSEA [Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles – ndlr] a bloqué pas mal de sujets pour des questions financières »*. *« Ça se passait directement à l'Élysée. Après les choses sont claires : quand on discute avec des acteurs agricoles, on se rend compte qu'ils ne sont pas forcément contre ce que l'on propose. Mais ils nous répondent : "Si on dit oui, vous nous demanderez encore plus." Alors ils disent non... »*

Aujourd'hui membre de LREM, où il a justement intégré le groupe d'experts dédiés à l'écologie, Serge Lepeltier évoque aussi les équilibres politiques. Ces derniers pèsent rarement en faveur de la transition écologique. Une fois les campagnes électorales passées, il faut s'empresse de penser aux suivantes. Et éviter de se mettre à dos une partie de ses électeurs, en prenant tel ou tel arbitrage. *« Le président Jacques Chirac avait exprimé très clairement qu'il fallait développer l'agriculture écologique, mais en même temps, il était très lié au monde agricole... »*, rappelle l'ancien ministre. Le résultat de cette équation ne s'était pas fait attendre : une fois Jean-Pierre Raffarin remplacé par Dominique de Villepin à Matignon au printemps 2005, Serge Lepeltier avait été remercié.

Avec le recul, il estime que sa sortie du gouvernement n'était pas sans rapport avec le lien qu'entretenait son parti de l'époque avec le milieu agricole. *« Je posais des problèmes d'image, certains parlementaires de la majorité étaient contre moi »*, affirme-t-il, se souvenant d'un jour où, répondant à l'Assemblée nationale à l'occasion d'une séance de questions au gouvernement, pas un seul député UMP n'avait applaudi son propos, comme le veut l'usage. *« Ils se disaient sans doute qu'on allait perdre des électeurs... »*, souffle l'ancien ministre. *« Ce que je voulais, c'était aller dans le sens de l'intérêt général, mais malheureusement, les partis traditionnels sont dans l'intérêt particulier. »*

« Rien n'avance en profondeur »

Roselyne Bachelot a elle aussi eu *« l'impression de perdre des arbitrages pour des raisons politiques et idéologiques »*. À la tête du ministère de l'écologie et du développement durable de mai 2002 à mars 2004, elle a, comme son successeur, perdu le soutien du président de la République pour des raisons purement électorales. *« Jacques Chirac m'avait demandé une loi sur l'eau qui prévoyait une taxe "nitrates", raconte-t-elle. Un jour, mon directeur de cabinet est entré dans mon bureau avec le journal La France agricole sous le bras. Le président venait de donner une interview dans laquelle il annonçait sans me prévenir abandonner cette taxe. Quand je lui ai demandé des explications, il m'a répondu : "Ah, tu comprends, les élections*

régionales vont être difficiles... On a besoin du vote des agriculteurs.” » Une semaine plus tard, les élections étaient perdues et Roselyne Bachelot changeait de poste. Merci, au revoir.



Roselyne Bachelot, alors ministre de l'écologie, aux côtés de Nicolas Sarkozy et de Jacques Chirac, en décembre 2003. © Reuters

À la conjoncture politique s'ajoute [la pression de différents groupes d'intérêts](#), que Nicolas Hulot a également dénoncée durant son interview à France Inter, en évoquant le cas de Thierry Coste, célèbre lobbyiste de la chasse et des armes, présent la veille de sa démission à une réunion à l'Élysée. *« C'est symptomatique de la présence des lobbys dans les cercles du pouvoir, a fustigé le numéro trois du gouvernement. Et il faut à un moment ou à un autre poser ce sujet sur la table, car c'est un problème de démocratie : qui a le pouvoir ? Qui gouverne ? C'est un petit détail. »*

Le problème est ancien. Serge Lepeltier se souvient qu'à son époque déjà, *« Thierry Coste était tout le temps à l'Assemblée nationale et au Sénat »*. *« Je ne comprenais pas certains parlementaires, dit-il. Sur la chasse, c'est clairement Thierry Coste qui faisait tout. »* [La chasse](#) est évidemment loin d'être le seul sujet concerné par le lobbying. *« Le lobby nucléaire est d'une puissance que vous n'imaginez même pas... »*, glisse Corinne Lepage, qui occupa elle aussi la fonction de mai 1995 à juin 1997, dans le gouvernement d'Alain Juppé. Les

exemples ne manquent pas pour illustrer l'impuissance des ministres de l'écologie face aux arguments économiques et politiques de certains lobbyistes.

La sénatrice socialiste Nicole Bricq en avait fait les frais en 2012, en restant un tout petit mois à la tête du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, dans le premier gouvernement de Jean-Marc Ayrault. Après avoir annoncé la suspension de tous les permis de forages exploratoires d'hydrocarbures au large de la Guyane, l'ancienne sénatrice socialiste avait tout simplement été exfiltrée au commerce extérieur. Les arrêtés préfectoraux avaient été signés dans la foulée et le groupe pétrolier Shell avait ainsi pu lancer ses forages dans la région.

Quelques années plus tard, c'est Ségolène Royal qui s'était vivement opposée au ministre de l'économie de l'époque, Emmanuel Macron, et au premier ministre Manuel Valls, au sujet de l'autorisation accordée à l'usine d'alumine Alteo de Gardanne (Bouches-du-Rhône) de poursuivre ses rejets polluants, plus connus sous le nom de « *boues rouges* », dans la Méditerranée. Une crise politique ouverte, un recadrage en bonne et due forme, et puis... rien. Ou pas grand-chose. Sur ce dossier, comme sur beaucoup d'autres, il y eut de grandes déclarations, mais très peu de véritables changements. « *Quand on empile les objectifs sans engagements formels, rien n'avance en profondeur* », confirme Serge Lepeltier.



Alain Juppé, Nicolas Hulot et Corinne Lepage entourent le président d'Airparif, en avril 1996. © Reuters

Si elle reconnaît avoir rencontré elle aussi quelques résistances du côté de la FNSEA, Corinne Lepage affirme que le gros des discussions se faisait surtout avec Bercy. Et ce, alors même qu'elle occupait à l'époque ce qui n'était encore qu'« *un tout petit ministère, représentant 0,4 % du budget de l'État* ». « *Le sujet n'était pas une priorité*, rappelle l'ancienne ministre, qui a soutenu Emmanuel Macron pendant la campagne présidentielle. *Bercy déteste les ministères dépensiers. Ils considèrent que l'environnement est superfétatoire. On a une élite financière qui n'a pas compris que de ne pas s'occuper de ces sujets coûte les yeux de la tête.* »

Avec le temps, le ministère de l'écologie s'est étoffé et les détenteurs du poste ont gagné plusieurs places dans le rang protocolaire. Mais les problèmes n'ont pas disparu pour autant. Le 2 juillet 2013, Delphine Batho, qui occupe la fonction depuis près d'un an, se lève soudain de son banc de l'Assemblée nationale pour demander une suspension de séance. Quelques heures plus tôt, la ministre s'était agacée [au micro de RTL](#) des coupes subies par son ministère. « *C'est un mauvais budget* », avait-elle lâché, évoquant « *un affichage qui n'est pas le bon* » et se demandant si l'écologie était « *bien une priorité* » pour le gouvernement de Jean-Marc Ayrault auquel elle appartenait.

« *On me regardait avec beaucoup de condescendance...* »

La réponse à ses questions, Delphine Batho l'a apprise en direct depuis le Palais-Bourbon : François Hollande venait de mettre fin à ses fonctions et de nommer Philippe Martin en remplacement. Ce dernier se souvient d'une passation de pouvoir « *glaciale* », qui a duré un quart d'heure tout au plus. « *On n'a pas pu se parler, mais c'est normal, elle était sous le choc* », indique celui qui préside aujourd'hui l'Agence française pour la biodiversité. Arrivé lui aussi avec sa « *passion* » en bandoulière, l'élu socialiste s'est à son tour heurté au « *décalage* » que beaucoup décrivent entre le ministère de l'écologie, dont « *les mesures ont des effets à long terme* », et les autres portefeuilles du gouvernement, dont les résultats doivent être perceptibles au plus vite.

« *On est dans un système de gains-pertes*, analyse Philippe Martin. *Pour avoir une trajectoire globale, il faudrait que les dirigeants acceptent de prendre des mesures impopulaires qui auront des résultats après leur mandat et dont ils ne pourront peut-être pas tirer de bénéfiques politiques.* » L'ancien ministre garde un souvenir précis de l'été 2013, durant lequel il avait annoncé une « *contribution climat-énergie* » aux journées parlementaires des Verts. En plein débat sur le « *ras-le-bol fiscal* » soulevé par Pierre Moscovici, alors ministre de l'économie, la « *taxe carbone* » voulue par son collègue de l'écologie avait fait grincer plus d'une dent aux universités PS de La Rochelle (Charente-Maritime). « *J'ai eu pas mal d'inquiétudes et de critiques, y compris du président de la République*, dit-il. *Ça ne tombait pas au bon moment...* »



Passation de pouvoir entre Delphine Batho et Philippe Martin, en juillet 2013. © Reuters

Le problème avec les sujets qui ont trait à l'écologie, c'est qu'ils tombent rarement au bon moment. « *C'est bien beau de prendre un numéro trois, mais il faudrait que tout le monde se sente concerné* », poursuit Philippe Martin, fort de sa propre expérience. « *Mes collègues du gouvernement avait beau comprendre intellectuellement les enjeux, celui de la protection des espèces menacées par exemple, certains en plaisantaient en me disant : "Tu nous emmerdes avec ton triton cendré !"* », se souvient l'ancien ministre. Corinne Lepage regrette elle aussi le « *petit côté Bisounours* » qui collait à sa fonction : « *On me regardait avec beaucoup de condescendance...* »

Pour l'ex-députée européenne, « *Nicolas Hulot a eu raison de partir* ». « *Il faut une clarification sur le sujet, assure-t-elle. Pour le moment, c'est surtout beaucoup de com'.* » En l'état, Corinne Lepage ne voit pas quelle personnalité pourrait réussir à véritablement peser là où un personnage « *aussi engagé et populaire* » que l'ancien animateur d'« Ushuaïa », qui a eu l'oreille de tous les présidents de la République au cours des 20 dernières années, a de son propre aveu échoué. « *Quand on est ministre de l'écologie, on est l'empêcheur de croître en rond. C'est tout le débat autour de la croissance et donc, tout le système qu'il faut repenser. Si*

même Nicolas Hulot a dit "stop", c'est qu'il faut passer à autre chose », ajoute Philippe Martin, qui rêve d'un « sursaut populaire ».

Des propos qui font écho à ceux du ministre démissionnaire, qui expliquait sur France Inter ne pas avoir « *la même grille de lecture* » qu'Emmanuel Macron et Édouard Philippe sur les sujets qu'il porte : « *On n'a pas compris que c'est le modèle dominant qui est la cause. Est-ce qu'on le remet en cause ?* » a-t-il interrogé le 28 août. La réponse du pouvoir en place n'a pas tardé : « *Rien dans cette décision de Nicolas Hulot ne me conduit à ralentir ou à modifier la politique sur laquelle le gouvernement s'est engagé sous l'autorité du président de la République* », a indiqué le premier ministre [dans les colonnes du Dauphiné](#), dès le lendemain. Soutien d'Emmanuel Macron, Serge Lepeltier estime lui aussi que « *sur le plan écologique, on ne va pas assez loin* ». « *Ils ont une vision claire, mais les décisions prises ne vont pas dans ce sens* », affirme-t-il, ajoutant qu'« *il faudrait que Matignon comprenne dans ses arbitrages que c'est sur ce sujet que ça se situe* ». « *De façon générale, indique encore l'ancien ministre de Jean-Pierre Raffarin, pour la quasi-totalité des premiers ministres, l'écologie n'est pas une priorité.* » Rien de plus normal, à en croire Philippe Martin, puisque « *Matignon, c'est le ministère de l'urgence permanente* » : « *Pour eux, les résultats doivent arriver tout de suite.* » Et pourtant, « *la politique écologique, ce sont des contraintes à court terme pour des bienfaits à long terme* », souligne également Roselyne Bachelot. « *Ce ministère est transversal. Il faudrait être ministre de tout, ajoute-t-elle. Cette fonction nécessite d'avoir un poids politique que n'avait pas Nicolas Hulot. Il faut être un politique assez influent pour être en mesure de manier le dialogue inter-gouvernemental.* » D'autres anciens ministres décrivent un portefeuille extrêmement « *technique* », qui nécessite d'« *aller au fond du sous-marin* », ce que n'aurait pas fait, selon eux, l'ancien animateur d'« Ushuaïa ».

Les plus critiques vis-à-vis de la démission de Nicolas Hulot sont surtout ceux qui ont occupé la même fonction sans être réellement investis sur le sujet avant ou après leur nomination. À leurs yeux, celui ou celle qui prendra la suite du désormais ex-numéro trois du gouvernement devra avoir un profil beaucoup plus politique que ce dernier afin de se faire une place dans les arcanes du pouvoir. Ou, à tout le moins, d'accepter sans rechigner les limites de son périmètre.

Plus:

- [Ministre de l'écologie: une fonction de frustrations google search](#)
- [Écologie: le départ de Hulot acte un an de démission du gouvernement](#) PAR JADE LINDGAARD
- [Pour l'écologie, la majorité politique introuvable](#) PAR JADE LINDGAARD
- [Derrière la démission de Hulot, l'échec flagrant du néolibéralisme vert](#) PAR ROMARIC GODIN

- [Hulot dénonce les lobbys: «Qui a le pouvoir? Qui gouverne la France?»](#) PAR ANTTON ROUGET

[Voir les 146 commentaires](#) Abonnez vous à Mediapart

NB: Sauf mention contraire, toutes les personnes citées dans cet article ont été jointes par téléphone les 30 et 31 août. Contactées, ni Ségolène Royal ni Delphine Batho n'ont répondu à nos sollicitations.